

## Politique | L'engagement de Benoît Biteau : "Mettre un terme à des fonctionnements absurdes"



**Elu en 11<sup>e</sup> position sur la liste Europe Ecologie les Verts de Yannick Jadot, le conseiller régional Charentais-Maritime Benoît Biteau est l'unique député européen du Poitou-Charentes, parmi les quatre élus néo-aquitains qui siègeront au Parlement européen. Egalement exploitant à Sablonceaux, cet agriculteur militant revient pour @qui! sur son engagement.**

**@qui! On vous connaissait sous l'étiquette du Parti Radical de Gauche, pourquoi vous-êtes vous engagé sur la liste Europe Ecologie les Verts ?**

Contrairement à ce qui se raconte, Yannick Jadot est un homme très disposé à l'ouverture. Il a manifesté très tôt son intérêt pour ma candidature, et m'a associé très vite à des réunions, auxquelles j'ai participé en toute liberté. Aussi, je ne comprends pas qu'aujourd'hui les radicaux de gauche hurlent à la trahison : d'autres, comme Virginie Rozière, ont été sollicités, ils n'ont pas voulu venir. Si le vote qu'ils espéraient n'a pas eu lieu, c'est qu'ils ont fait le mauvais choix. J'ai moi-même été sollicité par d'autres listes, j'ai choisi les Verts car, d'une part, je suis un écologiste depuis toujours, d'autre part, je pense que l'écologie est l'enjeu de ce siècle, si on veut pouvoir regarder les jeunes droit dans les yeux. A mon sens, être un humaniste aujourd'hui, c'est relever des défis contemporains qui sont sur le chemin de l'humanité. La démarche de Yannick pour cette campagne européenne a été de s'entourer de personnes ayant une expertise pour travailler ensemble. Il m'a dit très tôt « ton profil m'intéresse », dans un contexte où on savait que José Bové ne voulait pas y aller. Pour Yannick, j'étais la personne adéquate pour, non pas succéder ou remplacer José Bové, mais pour prolonger son travail.

**Avez-vous été surpris par le score obtenu par EELV, que les sondages annonçaient en deçà ?**

Oui et non, parce nous sommes beaucoup allés sur le terrain avec l'équipe, et j'ai eu la sensation que l'opinion des gens ne collait pas aux sondages. Aussi bien des électeurs de droite que des abstentionnistes que nous rencontrons nous disaient qu'ils étaient d'accord avec nos idées, qu'il fallait faire quelques chose et qu'ils iraient voter Vert. Du coup, je n'ai jamais cru à ce sondage qui nous prédisait 8% des voix. D'ailleurs, si je n'avais pas cru en notre potentiel, je n'aurais jamais signé pour la 11<sup>e</sup> place ! Or, on avait la certitude que même cette 11<sup>e</sup> place serait éligible. Ceci-dit, il va falloir faire admettre une chose très concrète : ce score, on est allé le chercher avec les dents sur le terrain. On a sillonné la France de bout en bout, on a fait des kilomètres pour aller rencontrer les

gens et convaincre notamment les abstentionnistes, qui ne votent plus simplement parce qu'ils n'y croient plus ! On a essayé d'être porteurs d'espoir face au pessimisme. Et malgré toute une campagne de dénigrement de notre liste sur internet - je pense notamment à des vidéos débilisées financées par des lobbys- et à des mauvaises interprétations, voire des erreurs de certains médias dans des propos qu'auraient tenus Yannick Jadot, on a fini à 13% ! Ca fait du bien. On a l'impression qu'il y a un réveil national en faveur de l'écologie.

### **Comment percevez-vous l'arrivée en tête du Rassemblement National ?**

Pour moi, les politiques d'Emmanuel Macron sont celles qui créent du rejet, d'où découle le vote des extrêmes. Mais si les Verts arrivent en 3<sup>e</sup> position aujourd'hui, c'est qu'il y a bien une troisième voie. Ca éteint le fond de commerce du RN au sujet des flux migratoires et la politique de Macron qui n'est pas basée sur des principes de solidarité [...] Ce vote RN est inquiétant dans le sens où il existe aujourd'hui un socle électoral d'extrême droite solide, constant, qui vote de façon régulière, alors que l'électorat modéré ne va plus aux urnes. Mais le potentiel électoral RN est stabilisé depuis quelques années, il a atteint son plafond de verre : le jour où les modérés retourneront voter, ça changera complètement la donne. C'est pour ça que nous sommes allés chercher les abstentionnistes ! Je ne trouve pas que le RN soit le grand gagnant de cette élection, mais nous : c'est le seul score plus élevé que les prédictions des sondages ! Et surtout, nous sommes ceux qui avons le plus touché la tranche des 18-24 ans. Cela nous oblige car en votant pour nous, ils nous ont confié une mission et nous n'avons pas le droit de les décevoir. A titre personnel, ça m'oblige d'autant plus que mes 5 enfants sont exactement dans cette tranche d'âge.

### **Vous avez fait savoir très vite que vous garderiez votre place de conseiller à la Région, alors que des bruits de couloir disaient le contraire. Pourquoi cumuler les deux ?**

La loi dit qu'on ne peut pas cumuler deux mandats exécutifs, or, je ne suis pas dans l'exécutif à la Région en étant dans une fonction de conseiller. J'ai toujours envisagé de conserver les deux. On a construit cette campagne sur le partenariat entre l'Europe et les régions, pour amener à une étape supplémentaire vers la décentralisation. Dans la logique où l'on veut renforcer les liens entre les deux, je trouve cohérent de mener ces deux mandats. Le président de la Nouvelle Aquitaine Alain Rousset lui-même a été député et président de région en même temps, et je crois pouvoir dire qu'il a été à la fois un bon député et un bon président. L'un n'empêche pas l'autre. Je suis capable d'évaluer mes forces et m'organiser pour être efficace dans les deux. Je vais garder les missions centrales en lien avec l'Europe. Je vais me soulager de certaines missions à la Région, pour être plus disponible sur d'autres sujets. Je sais ce que nécessite l'engagement d'un mandat européen, j'ai vu ce que faisait José Bové. Par exemple, je suis dans un certain nombre de conseils d'administration de lycées, je ne vais pas pouvoir continuer. Je compte également rendre ma délégation à la mer, par respect pour les gens de Mer dont les problématiques méritent qu'on s'y consacre pleinement, mais je porterai ce thème au Parlement européen, notamment à travers les dossiers sur la politique de l'eau. Car quand on parle d'écologie, il y a des questions déterminantes liées à la mer : 90% des pollutions en mer viennent de la terre donc ça nous renvoie forcément à la problématique de la gestion de l'eau. C'est un enjeu cohérent avec un mandat de député européen.

### **On connaît votre engagement par rapport à l'agriculture, en particulier biologique et votre combat mené en 2017 pour récupérer les aides de la PAC, quels combats comptez-vous porter au niveau européen ?**

Le but de mon engagement, c'est de mettre un terme à des fonctionnements absurdes. Comme celui des aides. En 2017, lorsque je suis monté au créneau pour obtenir leur versement, contrairement ce qu'ont prétendu certains, je n'ai pas fait ça pour ma gueule mais pour les 28 000 agriculteurs bio qui n'ont pas eu leurs indemnités. J'ai utilisé mon exemple personnel parce que parler de ses difficultés en agriculture, c'est très difficile : on a peur du regard des autres et on préfère se laisser mourir à petit feu plutôt que d'aller demander de l'aide. Ceci dit, ces trois ans de retard ont montré que le modèle bio fonctionne car d'autres exploitations en conventionnel n'auraient jamais tenu autant de temps sans. La raison pour laquelle ces agriculteurs ont été gravement mis en difficulté est liée au fonctionnement de l'Agence de services et de paiement (qui est le payeur de la quasi-totalité des aides européennes versées aux exploitations agricoles dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), dont les bureaux sont à Limoges, NDLR). S'entendre dire que c'est de la faute d'un logiciel si les sous ne tombent pas, c'est juste absurde ! Surtout quand, au final, en plein mois d'août, 30% des dossiers sont mis en paiement ! Donc notre idée, c'est de supprimer cet intermédiaire qu'est l'ASP, sortir de cette co-gestion insupportable en créant des grandes régions sur le modèle des régions italiennes ou des Länder allemand, qui permettrait d'interagir directement avec l'Europe. Notre objectif est aussi d'orienter les politiques publiques pour trouver de nouveaux modèles agricoles. L'enjeu, c'est d'en trouver un qui propose de réconcilier les hommes avec la nature, les consommateurs avec l'agriculture et l'agriculture avec l'environnement. On voit que les logiques que proposent les logiciels actuels n'ont servi qu'à sortir 50% des agriculteurs du métier, sans compter les nombreux suicides... On peut faire l'inverse et leur offrir du bonheur. Il faut arrêter d'alimenter ce modèle curatif qui paye pour réparer les dégâts engendrés par la culture extensive et utiliser l'argent public pour une politique agricole au service de l'intérêt commun. Il faut mettre en place une politique de transition agricole où l'agriculture bio sera le grand bénéficiaire ; construire une PAC avec un système de tickets modérateurs en fonction de la contribution à l'environnement : pour l'eau, les traitements phyto, etc., bref, poser des réciprocity agriculture/environnement dès le premier pilier de la PAC.

### **Dates clés :**

- **1967 : naissance**
- **2009 : son exploitation de Sablonceaux (17) obtient le trophée national de l'agriculture durable.**
- **2010 : élu conseiller régional et vice-président du Poitou-Charentes.**
- **2016 : élu conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine**
- **2017 : dénonce publiquement les retards de versement des aides agricoles aux agriculteurs bio.**

- 2018 : publie un livre « Paysan Résistant » sur la transformation de son exploitation vers un modèle respectueux de l'environnement.
- 2019 : élu député européen EELV

Anne-Lise Durif

*Crédit Photo : Julien Bonnet*  
*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 30/05/2019*

*[Url de cet article](#)*